

Cécile Renouard, 21 septembre 2011

Face à la crise : croissance ou tempérance ?

Thomas Friedman, journaliste qu'on ne peut taxer d'altermondialisme et de décroissantisme, écrivait dans une colonne du *Herald Tribune*, le 17 juin 2011, sous le titre « la Terre, planète épuisée » : « en ce moment la croissance mondiale utilise environ une Terre et demie (selon l'empreinte écologique)... Un problème si vaste que notre seule réponse est le déni. »

D'une certaine façon tout est dit ici, de l'impasse de la logique de croissance qui est la nôtre, au Nord comme au Sud, et de la très grande difficulté que nous avons à envisager autre chose.

Donc toute la question est de savoir si pour arriver à une autre croissance – voire à la décroissance -, il faut convoquer les vertus de la tempérance, ou pas.

Je crois que oui, et que ce n'est pas une mauvaise nouvelle, même si pour l'instant beaucoup d'entre nous n'ont aucune envie de changer ! Le philosophe français Paul Ricoeur, à la fin de son ouvrage *Philosophie de la volonté*, parlait de l'attitude humaine fondamentale à cultiver : « la Joie du Oui dans la tristesse du fini. »¹ Consentement (à la finitude, ce qui suppose aujourd'hui une action déterminée pour éviter un désastre planétaire), et espérance (notre monde est la demeure du salut et nous pouvons contribuer à faire advenir cette promesse).

Plutôt que d'attendre, pour changer nos modes de vie, le jour où nous serons le dos au mur, contraints et forcés par les catastrophes, il s'agit de préparer l'avenir, en faisant dès aujourd'hui le deuil du monde que nous avons connu : ce monde infini, avec des ressources en quantité indéfinie, et notamment avec une énergie abondante et apparaissant illimitée. Le cœur du problème actuel est la question énergétique : c'est grâce à l'énergie abondante et à bon marché que nous avons pu construire nos sociétés de consommation et améliorer considérablement les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population des pays riches et d'une partie de la population des pays pauvres. L'avenir proche d'une énergie rare et de plus en plus chère, ainsi que la menace du changement climatique et de ses effets² nous acculent à inventer autre chose, en intégrant ces contraintes. Pour limiter l'augmentation de la température planétaire à 2° - objectif sur lequel il y a eu un accord à Copenhague puis Cancun -, il faut diminuer par trois nos émissions planétaires d'ici 2050 ; limiter la concentration de CO2 dans l'atmosphère à 400 parties par million - ppm ; à 500 l'augmentation serait sans doute de 4°. Or nous sommes déjà à 390... Nous avons aussi atteint- ou quasiment -le pic du pétrole et du gaz, i.e. la production maximale mondiale de pétrole et de gaz, ce qui alourdit les problèmes concernant la transformation des centrales à charbon fortement polluantes – pour séquestrer le CO2.

Ce n'est pas seulement une affaire de choix individuels, mais aussi un problème d'action collective. Pour éviter de subir les transformations, comment en devenir acteurs ? Pour cela, il faut avoir une idée de ce que nous cherchons, de l'horizon à atteindre. Cela suppose à la

¹ Paul Ricoeur, *Philosophie de la volonté*. T2, *Finitude et culpabilité* (1967) – Conclusion, Poche, 2009.

² Jean-Marc Jancovici, *Changer le monde*, Calmann Lévy, 2011, p.73.

fois une quête individuelle et sociale et une transformation institutionnelle, politique et économique déterminée.

La question se situe à deux niveaux, à partir du diagnostic de la fin d'un monde :

- C'est avant tout celle des modifications de nos représentations de la vie désirable, du bien vivre, du bien vivre ensemble;
- C'est ensuite la capacité à trouver des chemins sociaux, économiques et politiques qui rendent possible la mise en œuvre rapide de ces transformations nécessaires et désirables.

Je propose donc d'envisager successivement les deux versants : le versant spirituel et socio-culturel, puis le versant politique et économique

Au cœur de ce projet, une « utopie transformatrice »³ (et pas seulement le « catastrophisme éclairé »⁴): le développement - qui commence par la sortie de la misère - de tous les habitants de la planète, la transmission d'une planète viable et vivable⁵ aux générations futures. Ce sont nos « capacités relationnelles »⁶, la qualité de relations entre les êtres humains et vis-à-vis de la création, qu'il faut promouvoir de toutes les façons possibles.

Cela passe par :

- De nouvelles représentations
- De nouveaux indicateurs
- De nouvelles politiques publiques
- De nouvelles formes de gouvernance

1 - De nouvelles représentations collectives, pour de nouvelles 'allures de vie' : tempérance, frugalité heureuse, abondance frugale...

- **un retour sur nos expériences individuelles et collectives de bonheur et de justice** ; au point de départ, une double question : qu'est-ce qui nous rend heureux ? Et *a contrario* qu'est-ce qui ne nous satisfait pas et nous semble injuste ou mal ajusté, dans nos formes de vie, nos rythmes actuels, au niveau personnel et au niveau collectif ? Comment cultiver une capacité à prendre du recul, à développer une conscience critique, lucide, apte à puiser à la source de ce qui nous fait vivre ?
- **une ouverture spirituelle**. Le dialogue avec nos traditions religieuses peut être une façon de regarder comment est proposée une certaine représentation de l'être

³ Cécile Renouard, *Un monde possible. Les acteurs privés face à l'injustice*, Seuil, 2008.

⁴ Jean-Pierre Dupuy, *Le catastrophisme éclairé*, Seuil, 2002.

⁵ Gilles Clément parle de notre « jardin planétaire ». Gilles Clément, *Où en est l'herbe ? Réflexions sur le jardin planétaire*, actes sud, 2006.

⁶ Notion sur laquelle Gaël Giraud et moi travaillons, afin de proposer une compréhension du développement humain en termes de qualité des relations interpersonnelles et du tissu social. Voir Gaël Giraud et Cécile Renouard, "Relational Capability: an indicator of collective empowerment", (avec G. Giraud), ESSEC Working paper, DR-09012, Dec 2009; Cécile Renouard, « CSR, Utilitarianism and the Capabilities Approach », *Journal of Business Ethics*, 2011, vol. 98 (1), p.85-97.

humain dans la Création, d'où découlent des attitudes. En régime chrétien, il s'agit de : conjuguer réceptivité, détachement et responsabilité⁷, maîtriser sa maîtrise de la technique (tempérance)⁸, promouvoir l'abondance frugale – c'est-à-dire limiter la surconsommation matérielle pour développer des ressources esthétiques, relationnelles et spirituelles⁹ et pour partager avec d'autres les richesses créées.

- **une inventivité en vue de nouveaux modes de vie.** A titre d'exemple, je mentionne l'expérience vécue cet été en Creuse : la rencontre d'agriculteurs et de différents acteurs (médecins, entrepreneurs, acteurs sociaux) enracinés dans ce territoire et aussi celle de néo-ruraux, témoins de la recherche de nouveaux rythmes et de formes de vie satisfaisantes pour eux, comme l'entreprise coopérative Ambiance Bois qui favorise la conciliation entre l'activité professionnelle et la contribution à un projet collectif. Il n'est pas question ici de s'établir dans le Larzac en renonçant à toute modernité mais seulement de sortir de son 'chez soi' pour voir ailleurs et autrement, pour se laisser interroger et déplacer. Ces expériences marginales peuvent être considérées comme de petits laboratoires, à l'image de ce qu'avait fait Illich au Mexique dans les années 1970 ; la critique de nos modes de vie ne s'exerce pas à l'encontre des sciences et techniques mais du passage de l'autonomie à l'hétéronomie¹⁰, de ce qui nous aliène et nous fait perdre l'expérience de la convivialité. Pour aujourd'hui, un défi qui me semble majeur est l'articulation entre l'enracinement – la relocalisation - et la participation à des réseaux. Cette ouverture à « autre chose » va de pair avec la reconnaissance des impasses du capitalisme : l'accaparement des ressources, la compétition génératrice d'exclusion, l'acceptation – voire la légitimation – des inégalités, le court-termisme qui est un frein à la durabilité, la financiarisation qui déconnecte l'économie du réel. Il ne s'agit pas là d'idéaliser le retour à la terre ou de promouvoir un modèle unique de vivre ensemble – très éloigné de ce que la plupart vivent en milieu urbain -, mais de faire l'expérience d'autre chose, pour nous rendre plus ouverts à la possibilité de transformer nos modes de vie, pour discerner ce qui peut nous faire vivre mieux ensemble, et pour nous rendre capables d'inventer de nouveaux modèles économiques et de transformer nos habitudes de consommation et nos façons d'être.
- **la formation des futures élites** est cruciale : l'acquisition d'une conscience critique passe par l'intégration d'une formation éthique et politique dans les cursus dans les écoles de commerce et d'ingénieurs, par l'intégration de la contrainte énergétique et de ses conséquences dans toutes les formations techniques (y compris la finance, le marketing et la communication), par l'immersion dans d'autres contextes - le rétablissement, par exemple, de stages ouvriers : tout ce qui peut permettre aux

⁷ Simone Weil, « Quelques réflexions autour de la notion de valeur », *Œuvres*, Quarto Gallimard ; Simone Weil *L'enracinement*, *Œuvres*, Quarto Gallimard.

⁸ Jean Bastaire, *Eloge de la sobriété*, in *Approche franciscaine de l'écologie*, Editions franciscaines, 2007

⁹ Jean-Baptiste de Foucauld, *Les trois cultures du développement humain*, Paris, Odile Jacob, 2002

¹⁰ Ivan Illich, *Tools for conviviality*, 1973. Un outil convivial augmente l'autonomie, libère de l'espace et élargit le rayon d'action personnel, et ne crée pas de relations de domination.

riches, aux « meilleurs » de chausser d'autres lunettes, de développer une « raison écologique »¹¹ et sociale¹².

2 - De nouveaux indicateurs : quelle mesure pour quelle création de valeur

- la tempérance a à voir avec la **recherche d'une mesure**, pour orienter et ordonner les passions et les appétits humains ; parler de mesure, c'est justement parler d'évaluation selon certains critères. Pour favoriser la traduction économique de ces représentations collectives autour de la tempérance/frugalité heureuse, cherchons à mesurer autrement, selon des critères de mesure alternatifs.
- On assiste aujourd'hui à la **multiplication d'indicateurs alternatifs** au PIB et à la maximisation du profit : par exemple, l'empreinte écologique, l'ECO2Climat pour mesurer l'empreinte carbone, ou le PIB vert et les indicateurs de qualité de vie proposés par le rapport Sen-Stiglitz-Fitoussi. Hans Diefenbacher a élaboré, dans le cadre d'un programme de l'agence fédérale allemande pour l'environnement, un Indicateur de bien-être national, composé de 21 variables qui concernent la distribution des revenus, la valeur du travail domestique et du travail volontaire, et des données relatives à la consommation, aux coûts liés aux externalités négatives sur l'environnement, au coût des problèmes sociétaux (crimes, maladies dues à l'alcool, accidents de la route, etc.) : cet indice fournit une base à des discussions au niveau national et international concernant les conditions d'un développement socialement soutenable. L'IDH (calculé par le PNUD) est déjà une façon de montrer que le bien vivre n'est pas lié à l'augmentation du PIB par habitant : certains pays possèdent un taux de scolarisation et une espérance de vie à la naissance plus élevés que des pays plus riches qu'eux (en termes de PIB par habitant)¹³.
- **la valorisation de la performance sociale et environnementale** est au cœur de la recherche de nouveaux instruments de mesure dans les entreprises: on pourrait ainsi, par exemple, inciter à mettre au centre la capacité relationnelle¹⁴ et les objectifs sociaux/sociétaux dans l'évaluation des performances des personnes et des équipes¹⁵. L'enjeu est aussi d'intégrer dans la finance d'entreprise les dimensions extra-financières : par exemple, l'ordre français des experts comptables travaille là-dessus.

¹¹ Bernard Perret, *Pour une raison écologique*, Flammarion, 2011.

¹² Parmi les penseurs libéraux qui ont énormément accentué l'importance de l'éducation à l'altruisme, particulièrement intéressante aujourd'hui est la pensée de John Stuart Mill : l'utilitarisme qu'il promeut est intrinsèquement lié, selon lui, à la règle d'or de l'Évangile et au souci du développement d'autrui. John Stuart Mill, *l'Utilitarisme*, 1859.

¹³ Voir Florence Jany-Catrice et Jean Gadrey, *De nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, 2004.

¹⁴ Gaël Giraud et Cécile Renouard, « Mesurer la contribution des entreprises au développement local : le cas des pétroliers au Nigeria », *Revue française de gestion*, 2010, vol 36, n°208-209, p.101-115.

¹⁵ Par exemple, le groupe Danone a mis en place un système de rémunération de tous les cadres, dans lequel la part variable dépend pour un tiers de la réalisation par la filiale ou le service où travaille le cadre d'objectifs sociétaux.

- La recherche d'une mesure ne consiste pas seulement dans la définition des seuils, qui indiquent ce au-delà de quoi on est dans l'excès (au plan écologique) et ce en deçà de quoi on ne peut parler de vie digne (au plan social); il faut aussi faire droit à la question des inégalités et au rôle de la comparaison dans l'élaboration de sociétés harmonieuses. C'est la comparaison qui crée la condition défavorisée, et pas seulement la norme des besoins à satisfaire. Dès lors, des **critères de justice distributive** sont nécessaires: il faudrait pouvoir débattre collectivement de la mise en œuvre du principe du *maximin* – maximiser la part des plus défavorisés -(Rawls¹⁶) et des conditions de l'égalité complexe proposée par le philosophe politique américain Michaël Walzer : éviter que la domination dans une sphère de l'existence – comme celle du marché – se répercute sur toutes les autres sphères, créant des hiérarchies dans tous les domaines, et donc des inégalités de condition et de statut génératrices d'exclusion¹⁷.

3 - De nouvelles politiques publiques : chemins vers une autre croissance

- la **croissance verte n'est pas la solution** : on va continuer à augmenter la quantité d'énergie dépensée, car ce qui est gagné en efficacité énergétique est perdu en volume : c'est l'effet rebond¹⁸. Il faut donc limiter la croissance des quantités produites, pour promouvoir une autre croissance, celle de la qualité et de la durabilité des produits. Pour ne donner qu'un chiffre, Jean Gadrey montre comme un ordinateur pèse 1,3 tonne de CO2 alors qu'il faudrait limiter à 1,8 t par habitant et par an les émissions...¹⁹
- comprenons bien ce que la **décroissance** recouvre : il ne s'agit jamais de prôner la récession brutale (la baisse du PIB conjointe à l'augmentation des inégalités). On peut distinguer deux variantes : celle des Verts et d'Attac qui prônent une réduction progressive du PIB- tel que nous le calculons aujourd'hui -, et celle de Serge Latouche, qui invite à une sortie du productivisme et de la société de consommation. Il me semble que si les uns et les autres sont en réalité d'accord sur le diagnostic, ils diffèrent dans l'insistance sur le plus ou moins court terme : les décroissantistes comme Serge Latouche²⁰ critiquent plus radicalement le capitalisme et décrivent une société telle qu'on pourrait rêver qu'elle soit, sans être très précis sur les chemins pour y parvenir. La perspective des verts notamment de la FNH (Fondation pour la Nature et l'Homme, créée par Nicolas Hulot) est davantage centrée sur les stratégies praticables à court terme. On va voir qu'elle n'en est pas moins radicale sur les options à prendre.
- J'insisterai d'abord sur l'objectif de la **réduction des inégalités** : économiques et sociales. Des études récentes, de chercheurs en épidémiologie britanniques, Kate Pickett et Richard Wilkinson, ont donné lieu à la construction d'un indicateur de

¹⁶ John Rawls, *Théorie de la justice*, 1971, Seuil, 1987.

¹⁷ Michaël Walzer, *Sphères de justice*, Seuil, 1983.

¹⁸ Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, De Boeck, 2010.

¹⁹ Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Alternatives Economiques/Les petits matins, 2010, p.55.

²⁰ Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale*, Mille et une nuits, 2011.

développement sanitaire et social qui agrège²¹ : l'espérance de vie (code inversé), le taux de grossesses précoces, l'obésité, la maladie mentale, le taux de mortalité infantile, les homicides, le taux d'emprisonnement, la méfiance, la mobilité sociale (code inversé), le niveau d'éducation (code inversé). Les études comparant les 25 pays les plus riches de la planète montrant que les pays où les inégalités de revenu sont les plus fortes sont aussi les moins bien lotis en matière sanitaire et sociale. Les inégalités à l'intérieur d'une même société conduisent à l'augmentation des problèmes sanitaires et sociaux ; de plus les plus riches sont aussi les plus pollueurs. Favoriser une réduction des inégalités, c'est donc œuvrer pour une société plus verte et où il fait meilleur vivre.

- **Le politique peut choisir d'investir massivement dans des énergies vertes et en vue de la décarbonisation de l'économie.** Cela suppose :
 - o **l'augmentation de la productivité des ressources et la diminution de la productivité des personnes** ; il s'agit de créer des emplois dans les secteurs de la durabilité, de la proximité, des soins aux personnes (handicapées, malades, âgées), et favoriser la croissance de la valeur ajoutée monétaire et de la qualité des services rendus²² ;
 - o **la capture et la séquestration du CO2** dans les centrales à charbon (en priorité dans les 8 pays qui possèdent 90% des réserves mondiales : USA, Russie, Chine, Australie, Inde, Afrique du sud, Kazakhstan et Ukraine) et dans les sites industriels concentrés,
 - o **l'augmentation progressive du prix de l'énergie et la mise en œuvre d'une taxe carbone**, avec des compensations pour les plus pauvres.
 - o **la transformation de l'agriculture** : diminuer la production de viande et la consommation de viande et produits laitiers – il faut 10 calories végétales et de l'énergie pour produire une calorie animale- ; augmenter les techniques agricoles économes en énergie (pour diminuer les émissions de méthane et de protoxyde d'azote) et employant de la main d'œuvre ; ré-établir des formes de protectionnisme et relocaliser la production en la diversifiant : polyculture et élevage, agro-foresterie, etc..
 - o **en matière de transports** : revenir à un réseau ferroviaire dense, développer les transports publics plutôt que la voiture individuelle (même la voiture électrique n'est pas la solution²³) ;
 - o **en matière de logements et d'urbanisme**: des logements mieux isolés, vers des logements à énergie positive ; la rénovation thermique des bâtiments, l'abandon des logements mal situés (périphérie des villes) et la construction de bâtiments dans de petites villes denses et bien connectées.

- **Financement de ces politiques** :
 - o la dette des Etats est impossible à rembourser (des calculs récents ont montré que cela coûterait à l'Allemagne 3 points de croissance du PIB chaque année...): la solution consiste donc sans doute à restructurer ces dettes, nationaliser les grandes banques en soutenant les faibles revenus (maintien

²¹ Richard Wilkinson and Kate Pickett, *The Spirit Level. Why equality is better for everyone*, Penguin Books, 2010.

²² Jean Gadrey, *op.cit.*

²³ Jancovici, *op.cit.* p99.

de la valeur du titre pour les petits porteurs) et avoir recours à la planche à billets, à une inflation maîtrisée (à un chiffre) – ce qui est proposé aujourd’hui par des économistes orthodoxes comme l’économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard.

- La Banque centrale européenne pourrait créer de la monnaie – des crédits aux Etats membres - pour soutenir les Etats dans leur effort de décarbonisation de l’économie ; mais le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe a rappelé mi septembre 2011 que le gouvernement allemand ne devait pas donner son accord à une mutualisation de la dette, excluant ainsi la possibilité des *eurobonds*. On risque donc d’aller vers une sortie de la Grèce - et éventuellement d’autres pays – de la zone euro, afin de pouvoir retrouver sa monnaie, dévaluer par rapport à l’euro et retrouver de la compétitivité.
- Le coût, selon Jancovici, s’élève **entre 3000 et 6000 milliards d’euros** pour les décennies à venir: 500 pour rénovation des bâtiments, 400 pour indemnisation des propriétaires, 300 milliards pour transformer le parc automobile, 500 pour les investissements industriels verts, 100 pour l’agriculture...

4 - De nouvelles formes de gouvernance

- **l’apprentissage de nouvelles formes de gouvernance** face à la déficience actuelle des politiques. Pour favoriser le débat collectif autour de véritables projets de société, orientés vers l’abondance frugale et une autre croissance, on peut promouvoir le développement d’espaces publics locaux interconnectés, soucieux du long terme, et un recadrage des institutions qui prennent en charge les problèmes interdépendants en incluant dans la recherche de solutions les personnes et les groupes concernés. A ce sujet, stimulantes sont les analyses des philosophes politiques américaines Nancy Fraser²⁴ et Iris Marion Young²⁵ qui soulignent le *misframing*, le mauvais cadrage de l’espace et des instances de décision, qui excluent les personnes affectées ou ne prennent pas en compte les effets à long terme de nos actions. Le débat autour des propositions de Dominique Bourg et Kerry Whiteside en vue d’une démocratie plus participative et plus soucieuse des générations futures²⁶ - nouveau sénat et académie du futur – est à cet égard décisif.
- **le développement de nouvelles formes entrepreneuriales** peut permettre de lutter contre la maximisation du profit pour les actionnaires, de redéfinir la finalité de l’entreprise (et d’inscrire cette définition dans le droit), d’intégrer les aspects développement durable dans la finance d’entreprise et dans les choix commerciaux (augmenter les standards sociaux et environnementaux : éviter le *low cost*). Ceci implique simultanément la recherche de nouvelles formes de gouvernance (qui honorent la dimension politique de l’activité économique). Il s’agirait de maximiser la

²⁴ Nancy Fraser, *Scales of justice. Reimagining Political Space in a globalizing world*, New York, Columbia University Press, 2009.

²⁵ Iris Marion Young, *Inclusion and Democracy*, Oxford University Press, 2000.

²⁶ Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Seuil, 2010.

capacité relationnelle sous contraintes de profit minimal (pas de pertes) et d'intégration des énergies renouvelables.

Pour conclure, le modèle de consommation de masse élaboré après guerre et soutenu par une croissance indéfinie du PIB touche à sa fin : il n'est tout simplement pas soutenable, ni au Nord, ni au Sud. Par ailleurs nos sociétés et nos dirigeants sont incapables, pour l'instant, de formuler précisément les projets collectifs qui feront de nous des passionnés de la recherche de nouveaux modes de vie, pour mieux vivre ensemble. D'où l'urgence de la création de nouveaux modes de gouvernance qui permettent de rassembler les forces des acteurs de la société civile, des acteurs privés et des pouvoirs publics, pour poser résolument les termes du débat : la tempérance est encore une option mais si nous ne la choisissons pas, c'est la disette qui s'imposera à nous – et surtout aux plus vulnérables de nos sociétés. Librement assumée, elle peut devenir le levier de nouvelles solidarités, et l'espace à partir duquel nous ré-enchanterons notre monde fini.